



Tous urbains

29

Dossier

Les municipales, et après...

Envoyée spéciale

Cape Town 2019, apartheid is not over

Les éditos de

O. BOESCH, PH. ESTÈBE, C. GHORRA-GOBIN, V. LAVERGNE,
D. MANGIN, O. MONGIN, PH. PANERAI, J.-M. ROUX

Et vous, de quel maire avez-vous besoin ?

Manon Loisel*

38

Dossier

DANS le film *Alice et le maire*¹, Fabrice Lucchini, qui incarne un maire de Lyon « en panne d'idées », fait appel à Anaïs Demoustier, enseignante en philosophie, pour le stimuler intellectuellement. Elle commence par produire une note invitant à plus de modestie dans l'action politique. Un pied de nez face à cet édile tentant de produire le plus « grand récit démocratique de notre temps » à travers un projet baptisé « Lyon 2 500 », censé permettre à la métropole d'occuper une place centrale au sein d'une Union des mégapoles pour le progrès. Au-delà de la critique de la mégalomanie, la philosophe pose la question suivante : *en quoi avons-nous besoin d'élus locaux ? Qu'attendons-nous de la politique à l'échelle locale ?*

Les sondages qui montrent que les citoyens font confiance à leurs maires et que la commune reste un échelon de référence pour les Français se multiplient. Mais il reste difficile de savoir ce qui est attendu des élus locaux. Tous les six ans, au moment des élections municipales,

* Enseignante-chercheuse LIRSA-CNAM, co-gérante de la coopérative ACADIE.

1. *Alice et le maire*, film réalisé par Nicolas Pariser avec Fabrice Lucchini, Anaïs Demoustier, sorti en octobre 2019.

Les sondages qui montrent que les citoyens font confiance à leurs maires et que la commune reste un échelon de référence pour les Français se multiplient. Mais il reste difficile de savoir ce qui est attendu des élus locaux.

les électeurs sont invités à faire un choix, sur la base d'étiquettes politiques et/ou de programmes, mais sont rarement consultés sur la fonction attendue des élus locaux. Pour dépasser cet impensé, nous avons, avec Nicolas Rio, profité de la période pré-électorale pour expliciter collectivement ces attentes², l'idée étant de commencer par dessiner la « fiche de poste » avant de chercher le/la titulaire.

Nous avons organisé trois ateliers, à Brest, Paris et Nevers³, avec des col-

2. Manon Loisel, Nicolas Rio, « Pour choisir nos élus locaux, organisons (d'abord) des élections sans candidats ! », *Usebk et Rica*, tribune mise en ligne le 2 juillet 2019.

3. Brest, le 3 juillet et le 25 novembre avec le collectif CoucouRecou ; Paris, le 16 juillet à La Base (fédération des associations et collectifs qui militent pour la justice climatique) ; Nevers, le 17 octobre avec AOC (Association ouverte et citoyenne).

lectifs de citoyens, militants, mobilisés sur des enjeux variés – la revitalisation d'un quartier populaire, la lutte contre le changement climatique, etc. Cette démarche n'avait pas vocation à lister les attentes des électeurs ou des Français en général. La centaine de participants mobilisés était loin de représenter la diversité sociale de ces trois villes. Il nous paraissait cependant intéressant de les entendre, parce que ces personnes interpellent régulièrement l'action publique locale. Voici quelques enseignements, collectés au gré de ces ateliers.

Notre besoin d'élus ne se limite pas au maire

« Je suis allé voir l'adjoint en charge de la voirie » ; « On m'a dit d'interpeller l' élu aux solidarités » ; « Moi j'échange avec l' élu de quartier. » Au jeu du « Qui est-ce ? » des élus locaux, le maire n'est pas le plus cité. Si les médias fixent volontiers les projecteurs sur lui durant la campagne et le mandat, dans la pratique, les conseillers municipaux, les adjoints ou les élus de quartier jouent un rôle crucial,

Si les médias fixent volontiers les projecteurs sur le maire durant la campagne et le mandat, dans la pratique, les conseillers municipaux, les adjoints ou les élus de quartier jouent un rôle crucial, notamment dans les grandes villes.

À quand des campagnes électorales qui, comme à Bruxelles, valorisent la totalité des candidats de chaque équipe plutôt que les seules têtes de liste ?

notamment dans les grandes villes. Notre besoin d'élus est multiple et appelle à une réhabilitation des rôles politiques pluriels, en intégrant la variété des élus, dans et hors de l'exécutif, du quartier à l'intercommunalité, de la majorité à l'opposition. À quand des campagnes électorales qui, comme à Bruxelles, valorisent la totalité des candidats de chaque équipe plutôt que les seules têtes de liste ?

Nous cherchons des élus capables de faire équipe... au-delà des périmètres électifs

« On attend qu'ils jouent collectif avec les autres élus, pas qu'ils se positionnent en rupture avec les projets de leurs prédécesseurs. » À rebours de la figure du super-héros solitaire, les participants insistent sur une compétence particulièrement attendue des élus : la capacité à faire équipe, au sein de la majorité, mais aussi avec l'opposition. Structurellement minoritaires du fait du mode de scrutin adopté en France, les oppositions municipales ont peu de place et de leviers d'actions dans la vie politique locale : quelle modalité pour qu'elles jouent un rôle dans la délibération ?

« On aimerait qu'ils travaillent plus avec les élus sur les sujets qui débordent de leurs périmètres » ; « Il faut qu'ils imaginent les conséquences de toutes leurs décisions sur leurs voisins. » Une

39

Dossier

demande qui fait écho à ce que Martin Vanier appelle l'« inter-territorialité⁴ » et qui plaide pour une prise en compte renforcée des interdépendances. Et si on imaginait des programmes électoraux communs entre territoires voisins ou en réseaux ?

Nous avons autant d'élus que de communes d'attache

« J'ai déménagé plusieurs fois et j'ai donc beaucoup changé d'élus » ; « je vote encore chez mes parents, mais je suis en lien avec les élus de la ville où j'étudie. » Notre besoin d'élus correspond à notre vie quotidienne : il nous suit dans nos déplacements et nos différentes casquettes (habitant, actif, parent, membre d'une association, touriste, etc.). Il y a donc une dissociation entre le rôle de l' élu et les élections municipales : nos élus locaux ne se limitent pas à ceux pour qui nous avons voté. Le système des élections locales est trop focalisé sur l' électeur-dormeur. Et si demain, les citoyens pouvaient voter dans plusieurs communes ?

Des élus qui jouent (avec les) collectif(s)

« Les élus doivent faciliter les initiatives portées par les collectifs plutôt que d'impulser de nouveaux projets » ; « Ils doivent s'appuyer sur les réseaux de terrain pour connaître les besoins des habitants plutôt que d'aller directement à la rencontre » ; « Qu'ils s'appuient sur nous

4. Martin Vanier, *Le Pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*, Paris, Economica-Anthropos, 2008, 160 p.

Le système des élections locales est trop focalisé sur l'électeur-dormeur. Et si demain, les citoyens pouvaient voter dans plusieurs communes ?

au lieu de vouloir lutter contre les lobbies seuls. » Les formes traditionnelles de la concertation et le culte de la proximité physique ne semblent plus convaincre. Les acteurs associatifs veulent sortir de l'infantilisation et être considérés, eux aussi, comme des producteurs d'action publique. Comment mieux cadrer la coproduction pour délimiter ce qu'elle peut produire et jusqu'où elle doit aller ?

Besoin d'élus... qui ne fassent pas de politique ?

« On souhaite mettre la pression sur le climat, alors on va aux réunions sur le PCAET » ; « On s'oppose à tel projet dans le cadre de l'élaboration du PLU-I. » Les participants résumant la collectivité à ses élus (qu'ils considèrent comme les interlocuteurs centraux), mais en reviennent, par réflexe, à des questions d'administration. La focalisation sur le portage politique cohabite avec un accent sur la bonne administration, l' élu devant être à la fois en prise avec les citoyens et capable de maîtriser les dossiers techniques – sa réussite se mesurant à l'efficacité des services publics. Le bon élu serait-il un super DGS ?

De quels citoyens l'action locale a-t-elle besoin ?

À l'issue des échanges, on butte sur une série de paradoxes : on demande à ce

que les élus soient exemplaires, mais on n'attend plus d'eux qu'ils soient parfaits, qu'ils soient dans la discussion permanente, sans concerter sur tous les sujets... Finalement, la prise de conscience de ces paradoxes alimente les participants. Les attentes vis-à-vis des élus sont autant

de responsabilités pour les citoyens qui les expriment. « Je considère que mon élu aura rempli sa mission s'il accepte de prendre des risques », affirmaient plusieurs participants. Mais sommes-nous prêts à accorder aux élus un droit à l'erreur ?

Les acteurs associatifs veulent sortir de l'infantilisation et être considérés, eux aussi, comme des producteurs d'action publique.